

En Colombie le pouvoir et les propriétaires terriens: grands promoteurs des agrocarburants

Trois Colombiens, invités par le «groupe de travail Suisse-Colombie», sont venus parler de ce qu'ils vivent sur le terrain dans ce pays d'Amérique latine fort convoité pour le développement des productions d'agrocarburants, notamment à base de palmiers à huile.

A écouter les témoignages, nous sommes en raison de douter de la possibilité de fixer des critères sociaux et environnementaux pour la production d'agrocarburants (proposés en Suisse dans le cadre de la loi sur les huiles minérales qui défiscaliserait des productions jugées «durables»). L'exemple de la Colombie démontre, s'il en faut, qu'il est pratiquement impossible de contrôler la production et surtout les conditions spécifiques qui ont amené à produire des agrocarburants dans une région donnée.

Pour Alberto Franco, Père colombien qui travaille pour l'organisation «Justice et Paix», l'histoire de la Colombie est un long cheminement vers la concentration de la propriété des terres et des expropriations arbitraires. Ces terres sont ensuite essentiellement utilisées pour les cultures destinées aux exportations. Que ce soit de la coca via les narcotrafiants, ou des monocultures destinées aux agrocarburants ou à l'alimentation humaine ou animale.

Les projets de cultures de «palme africaine» destinées aux agrocarburants sont sous la main-mise des grands propriétaires terriens, de politiciens proches du pouvoir, de la police, des militaires et des paramilitaires. Il y a aujourd'hui un lien très clair entre les déplacements forcés des populations minoritaires (indigènes ou afro-colombiens) et ce type de cultures. Cela s'illustre également par les fréquents assassinats ciblés de militant-e-s paysans qui dénoncent ces monocultures. Pour exemple, le 14 octobre 2008, un leader d'une communauté paysanne qui était engagé contre l'extension de ces monocultures a été assassiné par les paramilitaires dans la zone humanitaire où normalement aucune personne armée ne peut circuler. Au même moment, la première table ronde d'Amérique latine pour la culture durable de palmiers se tient à Cartagène en Colombie; elle a débuté le 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation... L'objectif de ses promoteurs étant d'obtenir les certificats nécessaires à la «labellisation durable» pour exporter la production...

Alberto Franco dénonce la production de ces monocultures car celles-ci sont, outre la problématique des violations des droits humains, parfaitement incompatibles avec le mode de vie des communautés indigènes qui prône l'harmonie avec l'environnement qui l'entoure. La biodiversité, le tissu social et l'environnement sont détruits.

Indigènes menacés

Ernesto, membre de l'Association des conseils indigènes du nord du Cauca, est venu parler de ce qu'il vit au quotidien. Sous le couvert de la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, l'Etat colombien profite de confisquer le territoire des indigènes. Ce processus est appuyé largement par les Etats-Unis via l'accord «Plan Colombie» qui lie ces deux Etats. On assiste à des violations massives des Droits humains et des traités internationaux que la Colombie a signés. Aujourd'hui, la situation est à ce point dramatique que sur 100 pesos, 85 pesos sont investis dans la guerre et 15 pesos dans les besoins sociaux de la population. En ce qui concerne l'agriculture, seuls les grands projets destinés à l'exportation (café, palme, caoutchouc, bois, ...) sont réellement soutenus par le biais de financements ou de crédits. Les communautés indigènes sont abandonnées à elles-mêmes et leur agriculture de subsistance ne peut en aucun cas espérer tirer son épingle du jeu. Pire, depuis des années, la communauté indigène est potentiellement propriétaires de terres, mais l'Etat ne veut pas les mettre à disposition car il entend les utiliser pour la plantation de canne à sucre. De plus, la région du Cauca aiguise l'appétit des multinationales car elle est très riche en minerais. D'ailleurs, à ce jour, des concessions ont été cédées à des multinationales sur 60% des terres de la région.

Afrocolombiens expulsés

Ligia María est une militante afro colombienne dans le département du Chocó. Au cours de l'Opération Génesis en 1997 dans le Curvaradó, la population afro-colombienne a été expulsée de ses terres. Actuellement, 22'000 ha de terres ont été pris de force par l'Etat colombien pour planter de l'huile de palme, bien que les communautés afro colombiennes en soient les propriétaires légitimes. Ils sont en lutte depuis 12 ans et vivent dans des conditions «infra-humaines» dans les montagnes ou enfoncés au coeur du territoire. 5'000 familles vivaient dans la vallée du Curvaradó; aujourd'hui, entre celles qui sont restées et les quelques unes qui ont pu revenir, il n'y a plus que 1'000 familles.

Au Curvaradó les habitants sont régulièrement expulsés par des opérations conjointement menées par l'armée et les paramilitaires. Malgré des titres légaux de propriétés collectives, les terres sont utilisées par des entreprises privées pour la plantation de palmes. L'Etat a promis à moult reprises de rétrocéder ces terres aux ayant droits, mais il n'a jamais tenu parole.

114 personnes ont été tuées lors des 13 expulsions successives liées à 13 projets d'implantation de cultures d'huile de palme. Pour la communauté afro colombienne, la culture de palme est synonyme de sang et de destruction complète de leur tissu social. Au quotidien, ils constatent que la biodiversité a extrêmement souffert de l'expansion des monocultures. Les sols se sont appauvris et l'utilisation d'intrants en devient malheureusement indispensable.

Pour Ligia, si le gouvernement colombien dit que la guérilla est responsable de la situation qu'ils vivent, force est de constater que toutes ces monocultures de palmes appartiennent aux proches du pouvoir colombien et non à la guérilla.

Les deux militants soulignent aussi le fait qu'il est toujours plus difficile de créer des liens et de les maintenir avec des partenaires internationaux. Ces derniers sont souvent victimes de la tendance cherchant à «criminaliser» les organisations qui soutiennent le travail des communautés de base colombiennes. Ils sont accusés de soutenir la guérilla, sont quelque fois expulsés et interdits de territoire colombien, voire même poursuivis ou surveillés dans leur pays d'origine par leurs propres autorités. Malgré ces nouvelles difficultés que l'on fait passer sous le couvert de la «lutte globale contre le terrorisme», Ligia appelle les Suisses à venir sur place pour voir ce qui se passe réellement. L'image de son pays que tente de présenter le Président colombien à la communauté internationale est fautive. Mais comme celles et ceux qui disent la vérité en Colombie sont menacés de mort, des témoignages extérieurs sont essentiels pour appuyer le travail des mouvements de base.

Valentina Hemmeler Maïga

Plus d'infos également sur:
<http://www.agrotreibstoffe.ch>